

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Un reflet...
- 2) Les polémistes ?!
- 3) Elle préfère le retrait du PS
- 4) Duel au couteau
- 5) Un terrible point d'impact
- 6) Nadine Morano s'améliore pas...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Michel Onfray n'est pas le diable, juste le reflet de son époque



Michel Onfray, en janvier 2014. (Baltel/SIPA)



Par Matthieu Croissandeau

Voilà plusieurs semaines qu'Onfray nous désoriente. Il en va des intellectuels comme des oracles : il arrive parfois qu'ils se trompent.

Voici venu le temps des anathèmes et des querelles bruyantes. L'heure n'est plus aux grands livres mais aux petites phrases. On a les débats qu'on mérite, en 140 signes sur la Toile, ou sous les projecteurs des plateaux de télévision. On y pensait l'autre jour à propos de Michel Onfray. Depuis quelques années, ce pionnier de la démocratisation de la pensée est devenu le philosophe le plus médiatique de France. On l'écoute, on le lit, on le consulte. On admire son indépendance d'esprit, on se réjouit de sa façon, on goûte jusqu'à ses provocations. Quand soudain, patatras. Voilà plusieurs semaines qu'Onfray nous désoriente. Il en va des intellectuels comme des oracles : il arrive parfois qu'ils se trompent.

Entendons-nous : la question n'est pas de savoir ici si Michel Onfray a trahi la gauche dont il se réclame. Cela n'aurait aucun sens. Il faudrait d'abord se mettre d'accord sur sa définition. Et puis l'époque a changé. On ne somme plus tout un chacun - et c'est heureux ! - de nous dire comme autrefois d'où il parle afin d'éviter de lui répondre sur le fond.

Michel Onfray s'exprime, et c'est bien son droit, en son nom. La question n'est même pas de savoir si Michel Onfray, comme on l'a lu, fait le jeu du Front national. Depuis trente ans, le FN se repaît d'abord et surtout de la crise économique, de la crise démocratique et de la crise identitaire qu'a provoquées la mondialisation. La seule question qui vaille, dans cette affaire, est de savoir si ce que raconte aujourd'hui le philosophe semble utile ou pertinent, bref, si ses propos nous aident à réfléchir et à comprendre le monde. Or, si l'on en juge par ses dernières sorties, la réponse est non.

La grande confusion

Non, l'idée de voir se fédérer les souverainistes des deux bords ne nous paraît pas "bonne". Mais alors pas du tout. D'abord parce qu'au-delà de leur rhétorique anti-système, il est aberrant pour ne pas dire malhonnête de placer un signe égal entre

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Ensuite parce que, sur le fond, les solutions que les souverainistes avancent relèvent au mieux de l'illusion, au pire d'un repli sur soi mortifère. Nous ne partageons pas non plus l'idée selon laquelle le peuple aurait été injustement oublié et méprisé au profit de "micropeuples de substitution" (les homosexuels, les étrangers...). La défense des plus vulnérables n'est pas incompatible avec le bien de tous. C'est même à cela, comme dirait l'autre, qu'on reconnaît la marque des civilisations. Mais surtout, il n'est nul besoin d'avoir fait de longues études d'histoire pour savoir que dresser une majorité contre les minorités n'a jamais rien produit de bon.

Michel Onfray n'est pas le diable. Il est le reflet de son époque. Celle de la grande confusion. Voilà des années que le paysage intellectuel s'est racorni, des années que l'altérité n'est pensée que sous l'angle de la menace, des années qu'on préfère pleurer un passé révolu plutôt que d'envisager un futur proche. Les mêmes qui pourfendent le "politiquement correct" à longueur de colonnes feignent de ne pas se rendre compte qu'ils sont devenus les porte-voix du discours dominant. Ils continuent de faire pleuvoir les étiquettes, au risque de se voir un jour retourner le compliment. Car enfin à tout prendre, vaut-il mieux se faire traiter d'angélique ou de diabolique ? De bien-pensant ou de malfaisant ?

Matthieu Croissandeau

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Quand les polémistes supplantent les politiques

LE MONDE | Par Thomas Wieder et Ariane Chemin



Michel Onfray, Franz-Olivier Giesbert et Eric Zemmour, au Festival du livre de Nice, le 5 juin. BEBERT BRUNO/SIPA / SIPA

« Zemmour président ! » C'est la couverture de l'hebdomadaire Valeurs actuelles, jeudi 24 septembre. Un slogan qui claque comme une affiche électorale, le scénario imaginaire d'un livre écrit par un journaliste maison, Geoffroy Lejeune (Une élection ordinaire, Ring) qui installe au terme d'une campagne semée d'embûches l'auteur du Suicide français (Albin Michel, 2014) à l'Élysée, en 2017.

Une fiction, bien sûr ; un pitch dont Eric Zemmour n'a pas eu l'initiative – il en a reçu les épreuves, mais n'a pas eu son mot à dire. « Je ne suis ni élu ni éligible », confiait Zemmour devant Robert Ménard, qui l'avait reçu en octobre 2014 à Béziers pour son futur best-seller. Il avait aussi lâché cette phrase qui sonnait comme une prophétie : « Les hommes politiques ont peu d'importance, et plus on avance et moins ils en auront. »

Quelques mois plus tôt, le journaliste avait refusé une place éligible sur la liste de Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) aux européennes. Le 16 septembre, on lui a demandé sur France 5 s'il se verrait ministre de la culture de Marine Le Pen, fauteuil dans lequel l'avait assis un jour la présidente du FN, il a encore répondu (en précisant que l'étiquette frontiste n'est pas l'obstacle) : ministre, « je [n'y] tiens pas spécialement ». D'après un sondage commandé par l'hebdomadaire à l'IFOP, 12 % des Français seraient « prêts à voter » pour Zemmour à la présidentielle. Susciter la demande pour imposer l'offre, comme disent les spécialistes de l'opinion : voilà le polémiste « testé », malgré lui, comme un candidat de parti.

Symptôme

Autre penseur-vedette, même destin imaginé. «

Cher Michel Onfray, assumez vos idées et présentez-vous à la présidentielle ! » C'est le titre de la tribune que Philippe Guibert a publiée sur Slate.fr deux jours après le passage du philosophe dans « On n'est pas couché », sur France 2, le 19 septembre. « Pour l'instant, vous prétendez attendre une éventuelle personne de la société civile. Mais c'est évidemment vous. Vos amis vous en ont peut-être déjà soufflé l'idée, vous hésitez, conscient des risques et des difficultés, ce qui prouverait deux fois votre sagacité : la lucidité sur les risques, l'envie qui vous taraude. »

Guibert n'est pas n'importe qui. De 2012 à 2014, il dirigeait le service d'information du gouvernement (SIG). Aujourd'hui « simple consultant », il analyse la « présence de plus en plus politique » d'un Zemmour ou d'un Onfray comme un symptôme. « La défiance est devenue telle que beaucoup de Français estiment désormais que les professionnels de la politique ne sont plus les mieux à même de gouverner », explique M. Guibert. Face à la complexité du monde, aux échecs de l'euro ou des politiques publiques, comment s'étonner que « les intellectuels prennent la place des politiques » ? « Ce que révèle le rôle grandissant de ces intellectuels, c'est à la fois le caractère moribond des partis et l'appauvrissement général de la parole politique », juge le spin doctor. Une sorte d'antiparlementarisme à la mode postmoderne, qui consacrerait des « intellectuels médiatiques » aussi avides d'émissions populaires qu'ils se montrent sévères avec les chapelles journalistiques de « l'élite », comme ils disent.

Pour Alain Duhamel, le tournant date de 2012 : « Peu après l'élection de François Hollande, la gauche a déçu, alors que la droite digérait encore son échec : cette conjonction a profité aux intellectuels engagés qui se sont imposés comme des substituts à des politiques globalement rejetés », explique le journaliste.

Trois ans plus tard, le paysage politique n'enthousiasme pas davantage les Français, qui rejettent par avance la perspective d'un match retour, en 2017, entre François Hollande, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen. On va donc chercher les nouveaux « hors les murs », selon l'expression de Valeurs actuelles, dans un continent embrumé où se retrouvent pêle-mêle les « hors-système » et les « grandes gueules » (une émission de RMC), et où se croisent beaucoup des partisans du non au traité constitutionnel européen, mais plus seulement.

Audience ou « langue de bois »

« Il ne faut pas trop de politiques », a expliqué lui-même M. Zemmour avant le lancement de son nouveau rendez-vous télévisé, en prime time sur Paris Première, où il retrouvera chaque mercredi son complice Eric Naulleau. « La baisse de niveau des politiques nous oblige à reconsidérer nos émissions. Les plus intéressantes sont celles où il n'y en a pas. C'est horrible à dire, mais c'est ça ». Natacha Polony, autre vedette de la chaîne, venue du souverainisme, s'est aussi réjouie sur France 5 d'avoir décroché une émission à elle où elle pourra inviter aussi bien artistes que « penseurs » : « Je ne me taperai pas la langue de bois des politiques. » D'autant qu'ils ne font plus le plein d'audience.

Alain Finkielkraut sera ainsi l'invité d'« On n'est pas couché » la semaine prochaine, après Michel Onfray la semaine passée. Ce week-end, face à Zemmour en « une » de Valeurs actuelles, Régis Debray s'affiche en couverture du Point, tandis que Philippe de Villiers – qui a délaissé les urnes pour le combat culturel – trône sur celle du Figaro Magazine. Des valeurs sûres, en principe, pour les ventes en kiosques. En avril puis en mai, Onfray et Finkielkraut ont gonflé les ventes du Point, comme « Le brûlot Todd » l'a fait en avril pour L'Obs. Hormis Régis Debray, peu d'entre eux croient encore à la politique, ils le disent et se font applaudir. Entre François Hollande et Marine Le Pen, M. Onfray recommande l'abstention et qualifie Manuel Valls de « crétin » – un qualificatif qui a enchanté l'écrivain Michel Houellebecq, cet été, dans la Revue des deux mondes.

« Intellectuels médiatiques »

Importance des symboles : pour défendre Michel Onfray (ou « la liberté d'expression », la chose est encore floue), l'hebdomadaire Marianne a choisi, pour le 20 octobre, La Mutualité. La « Mutu », temple des grands meetings politiques... Dans les années 1990, c'est le « politiquement correct » que dénonçaient les souverainistes « des deux rives », comme disait Jean-Pierre Chevènement, un homme aujourd'hui sans mandat ni parti, et donc invité idéal des médias.

Aujourd'hui, l'ennemi commun des « intellectuels médiatiques » s'appelle la « bien-pensance ». Un terme emprunté à Georges Bernanos, que l'on retrouve au choix dans la bouche d'Onfray, de Finkielkraut, dans les éditoriaux du Point et dans

les harangues des « cathos tradi ». Etrange glissement sémantique, de l'anglicisme à l'histoire, dans une époque de grande confusion et d'inquiétants brouillages. Dans « Le Grand journal » de Canal+, jeudi 24 septembre, Maïtena Biraben a parlé du « discours de vérité » du FN sans que personne sur le plateau ou en régie ne vienne la « rattraper ». Est-ce parce que l'émission était consacrée au « politiquement correct » ? Ou qu'elle ne comptait pas d'élus politiques ?



Ariane Chemin
Grand reporter



Thomas Wieder
Rédacteur en chef - chef du service France

lemonde.fr

III) Régionales : Hidalgo préfère le retrait du PS plutôt qu'une victoire FN



(Europe 1)

Anne Hidalgo met les pieds dans le plat. Invitée ce dimanche matin d'Europe 1, la maire de Paris s'est prononcée pour le retrait du PS au second tour des régionales là où le FN peut l'emporter.

«Au soir du premier tour, là où il y a un risque majeur de voir le FN prendre la région, il faudra se retirer», a-t-elle expliqué en ajoutant «mais je

ne souhaite pas qu'on soit dans cette situation là». «Et pour cela, selon Anne Hidalgo, il faut combattre le FN sur le terrain des valeurs».

Un retrait du PS au second tour dans une région signifierait que les socialistes n'auraient aucun élu dans celle-ci. Une situation qu'assume la maire de Paris. «Je préfère aucun socialiste dans un exécutif plutôt que le FN à la tête de cet exécutif», a-t-elle confié.

La question de l'attitude du PS au second tour en cas de risque FN, notamment dans le Nord-Pas de Calais-Picardie et en Paca, n'a pas fini d'animer les débats au PS. Il y a quinze jours, un ministre, sous couvert d'anonymat, avait lui proposé des alliances avec la droite entre les deux tours pour empêcher une victoire FN. Cette suggestion avait provoqué la colère au sein du PS. Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire, avait sommé ce membre du gouvernement «de se nommer ou de se la fermer».

Jeudi soir lors de l'émission Des paroles et des actes sur France 2, le Premier ministre Manuel Valls avait, lui, assuré que «tout serait fait pour empêcher le Front national de gagner», sans écarter l'hypothèse d'un retrait tout PS mais sans non plus s'y engager.

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Chaque semaine, l'Obs raconte un duel au couteau entre ceux que l'actu a opposés.



Michel Onfray

Philosophe médiatique, 56 ans

BHL, sors de ce corps ! On ne la fait pas au nietzschéen d'Argentan ! Derrière le pitbull Yann Moix, qui lui asticotait les mollets sur le plateau d'"On n'est pas couché" (France 2, le 19 septembre), Onfray a eu tôt fait de démasquer son ennemi : BHL, le prince des ténèbres qui souhaite sa mort médiatique depuis qu'il vend beaucoup plus de livres que lui. "Vos arguments sont fabriqués rue des Saints-Pères, chez Grasset", a dénoncé Michel, visant le repaire germanopratin de BHL et de Moix, qu'il a lui-même quitté, très fâché...

Le philosophe populo. Au nom du "peuple old school" dont il est issu, Onfray conchie le penseur d'une "mafia qui se réclame de la gauche". Un temps son éditeur chez Grasset, BHL a osé défourailler sur son pamphlet anti-Freud en 2010... Depuis, il est "un faussaire, un menteur, un mégalomane, un homme qui déteste la gauche et aime l'argent". En mars dernier, Onfray déclarait préférer "une analyse juste d'Alain de Benoist [fondateur de la Nouvelle droite, NDLR] à une analyse injuste de BHL". Aujourd'hui, il reproche à ce boutefeu d'être "complice de la mort" du petit Aylan, retrouvé noyé sur une plage turque.

Marine, si tu m'entends... Ses philippiques contre les "bien-pensants" qui prônent l'accueil des migrants et méprisent le peuple lui ont valu les foudres de Laurent Joffrin. Le directeur de "Libé", et compagnon de route de BHL, voit en Onfray "l'auxiliaire du lepénisme". Il est vrai que Marine Le Pen et Eric Zemmour le courtisent. Mais

Bernard-Henri Lévy



Philosophe médiatique, 66 ans

Parle à ma main ! "New York s'éveille. Les polémiques et règlements de comptes parisiens, comme un petit bruit déjà lointain", a tweeté BHL en réponse à Onfray depuis son hôtel. De retour du Kurdistan, où il a posé aux côtés des combattants anti-Daech en chemise Charvet, l'auteur de "la Barbarie à visage humain" entend demeurer sur les hauteurs de l'Histoire. Mais sa revue "la Règle du jeu" titre "Onfray mieux de se taire", dénonçant chez son adversaire "l'art de se présenter en victime quand on diffame à tout-va..."

L'héritier intello. Sur iTélé, BHL a tenu à préciser qu'il ne fallait établir aucun lien entre le chaos libyen et l'afflux de migrants en Europe. Mais il se garde bien de se coltiner son rival... En 2010, il qualifiait l'essai d'Onfray contre Freud de "banal, réducteur, puéril, pédant, parfois à la limite du ridicule". En juin 2012, "la Règle du jeu", son organe officiel, reprochait à Onfray de "laisser libre cours à sa détestation des juifs" en publiant un article de soutien à l'historien Jean Soler, qui présente le judaïsme comme "un dogme génocidaire". Onfray répliqua en se déclarant "sioniste".

Marine, tu n'as pas changé... Face au FN, BHL n'entend pas désarmer. "Je trouve les intellectuels frileux, hésitant à se prononcer, coupant les cheveux en quatre. Tout le monde nous dit que la 'diabolisation' de jadis soit n'a pas marché, soit a fait monter le Front national. Je crois juste le contraire. C'est depuis qu'on a baissé la garde,

Onfray, "l'athée social", récuse cette association et dénonce les vrais alliés objectifs du FN à ses yeux : "La gauche libérale et la droite libérale."

c'est-à-dire depuis qu'on le traite comme un parti normal, qu'il est monté à 30%..." Une manière de récuser la rhétorique anti-élite d'Onfray.

Le verdict de l'Obs

Contrairement à ce que semble indiquer leur joute à distance, Onfray (auteur de "Cosmos") et BHL (auteur du "Génie du judaïsme") auraient bien des choses à se dire. Nos philosophes sont meilleurs connaisseurs et pourfendeurs de l'autre que d'eux-mêmes ! Un échange de vive voix leur serait également salutaire. Mais est-il encore possible ?

Duel arbitré par : Sylvain Courage

Photos : Baltel / Duclos / SIPA

nouvelobs.com

V) Et si les régionales étaient, pour une fois, des élections importantes?



Jérémie Collado



Les élections régionales ne font pas se déplacer les foules | Mortimer62 via Flickr CC License by

En principe, les régionales n'ont pas beaucoup d'impact et ne font pas figure d'élection «noble» sous la Ve République. Pourtant, tout dans la scénarisation des acteurs politiques fait de ce rendez-vous de fin d'année une étape majeure avant l'élection présidentielle de 2017.

Chez Xavier Bertrand, on s'excuse de ne pouvoir répondre à toutes les interviews. L'ancien ministre, candidat dans sa grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, passe une bonne partie de son temps à arpenter le terrain. «Vous comprenez qu'en ce moment c'est un peu full», élude-t-on dans son entourage. Et pour cause, le député de l'Aisne et candidat à la primaire de la droite en 2016, doit affronter face à lui une adversaire de taille: Marine Le Pen en personne. «Cela va être très compliqué. C'est comme s'il montait

l'Himalaya avec des tongs», plaisantait dans Le Monde Gérard Darmanin, son directeur de campagne et maire de Tourcoing. Après avoir longtemps tergiversé sur les avantages et inconvénients de sa candidature, la présidente du FN s'est en effet lancée dans la course à la région pour en faire un symbole. Si elle gagne, elle se propulsera pour l'élection présidentielle de 2017; si elle perd, elle confortera malgré tout l'implantation du Front national dans ces anciens bastions ouvriers qui se sont jetés dans les bras du FN depuis de nombreuses années. Et pourra toujours jouer l'éternel victime du «système»...

Durant sa conférence de presse à l'Élysée, François Hollande a fait une mise au point, s'adressant aux Français, et les exhortant à «faire la meilleure décision pour leur région», c'est-à-dire à ne pas voter pour des considérations nationales, ce qui risque pourtant d'être largement le cas.

A-t-on déjà voté pour un programme régional, bien que c'est à cet échelon que se décident des choses importantes, comme les transports, le développement économique ou la gestion des lycées? À droite et à l'extrême droite, on fait bien sûr campagne sur le rejet et le bilan de François Hollande. En témoignent par exemple les slogans qui barraient l'entrée du Parc Chanot, à Marseille, où se tenait l'université d'été du Front national: «Ambition régionale, passion nationale!»

Aux régionales, contrairement aux élections

reines, la présidentielle et les municipales, on s'est plutôt habitués à des scrutins sans participation (53,64% d'abstention au premier tour de 2010!), sans grand intérêt non plus, où les partis en place sont sans cesse remis en cause sans autre forme de procès. Là encore, François Hollande a tenu à faire passer un message dans sa conférence de presse, anticipant une défaite de la gauche, qui détient depuis dix ans toutes les régions (vingt-et-une sur vingt-deux), sauf l'Alsace. «J'ai connu des élections régionales victorieuses: 2004, un triomphe, avec des personnalités symboles», a-t-il rappelé. Puis, comme pour relativiser l'impact de cette victoire:

«Cela ne nous a pas empêchés de perdre l'élection présidentielle, avec une candidate courageuse.»

Sous-entendu: ces régionales ne veulent rien dire, ou presque rien. Et pourtant... On n'avait jamais connu d'élection régionale aussi importante, et dont l'enjeu semble autant déterminer une partie des prochaines échéances électorales.

En 2015, les régionales peuvent avoir un triple impact.

Un président secoué

Le président de la République risque bien d'être encore une fois secoué. C'est là le premier impact majeur de ces élections. Les électeurs vont certainement, comme en 2004 et 2010 vis-à-vis de la droite, opérer un vote de protestation très intense contre le pouvoir en place, et en particulier contre la politique menée par le président de la République –le PS table sur quatre régions gagnables, ce qui est mince mais déjà optimiste (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Bretagne, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Île-de-France). C'est d'ailleurs ce que faisait remarquer François Hollande... au soir du premier tour des élections de 2010, voyant dans les résultats un «vote sanction» contre Nicolas Sarkozy, qui aura «à tirer les leçons politiques» de ce scrutin. «Le PS est redevenu le premier parti de France», ponctuait-il.

C'est la raison pour laquelle le président de la République va occuper le terrain dans les prochains mois, à sa manière, en se déplaçant une fois par semaine en région. Avec un risque: plomber encore plus les candidats qu'il soutient, tant sa cote de confiance est basse parmi les Français (27% selon un sondage CSA de septembre 2015). Comme aux départementales, la

gauche part en ordre dispersée, les écologistes ayant décidé de faire des accords locaux sans se coordonner au niveau national. Résultat: alors que la gauche cogère les régions, il y aura plusieurs listes différentes au premier tour, ce qui risque de plomber les dynamiques du second tour. Au PS, le secrétaire national aux élections Christophe Borgel s'étonnait et s'inquiétait de ces divisions:

«La question de l'unité se pose, car la gauche aborde cette élection régionale de façon fragmentée. J'ai du mal à comprendre comment on a pu diriger ensemble des régions et s'avancer de façon différente et concurrente.»

Malgré une défaite titanesque en mars 2015 (le PS n'a conservé que... trente-et-un départements), aucun remaniement n'avait eu lieu. Pour se rassurer, Hollande explique encore une fois que les outils sont en place, sur la table, et que la croissance reviendra mécaniquement. On l'attend toujours. Quelques jours avant les municipales de mars 2014, le président n'avait pas franchement l'intention de se séparer de Jean-Marc Ayrault: la gifle reçue par la gauche l'avait obligé à envoyer Manuel Valls à Matignon. En sera-t-il pareil cette fois-ci? Certains parlent même d'un remaniement avant les régionales, destiné à apporter un message politique qui serait inaudible en cas de trop grosse défaite.

Une lancée vers la présidentielle

Deuxième impact: comme tout scrutin local, les élections régionales permettent à des pontes nationaux de se mettre en valeur, tels des seigneurs féodaux qui visent plus haut en partant de leur fief. Ce fut le cas de François Hollande, qui conditionnait sa participation aux primaires de la gauche en 2011 à une victoire aux élections cantonales en Corrèze. Cette fois, Christian Estrosi en PACA, Marine Le Pen et Xavier Bertrand dans le Nord, Laurent Wauquiez en Rhône-Alpes et même Valérie Pécresse en Île-de-France ont déterminé leur destin futur en fonction du résultat des régionales. «Si je ne suis pas élue cette fois, j'arrête la région. Et si on perd en 2017, j'arrête la politique... Je n'aurai plus la foi», a déclaré cette dernière dans Elle, à la fin du mois d'août 2015. Estrosi, lui, est candidat à la primaire de 2016, comme Xavier Bertrand, et une victoire leur donnerait une légitimité supplémentaire pour gêner ou négocier avec le gagnant. De son côté, le FN pourrait faire ce qu'il n'est pas parvenu en mars dernier, c'est-à-dire remporter un exécutif local. Si une région était

dirigée pour la première fois par un ou une frontiste, ce serait un symbole énorme, d'autant plus que l'élection a toujours été favorable au FN.

Quant à Nicolas Sarkozy, le président des Républicains compte bien capitaliser sur ce scrutin pour réitérer son message d'unité et apparaître comme le grand rassembleur que son camp attendait avant son retour. Bien que Jean-François Copé ait lui aussi remporté des élections, municipales et européennes, lorsqu'il était à la tête de l'UMP, c'est bien l'ancien président de la République qui profite de cet élan nouveau de la droite. Et pour ne rien laisser au hasard, Sarkozy s'en va même à la conquête des chasseurs, qui formeraient une force d'appoint non négligeable. «Il a compris l'importance de ce vote», expliquait sur Europe 1 le sénateur de Paris Pierre Charon, catapulté «Monsieur chasse» de la droite:

«Les chasseurs et leur famille, ça représente trois millions de personnes.»

Pour Sarkozy, ce scrutin est surtout l'occasion de scénariser son combat contre le Front national. Début juillet à Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône, là où Jean-François Copé organisait jadis une réunion de famille traditionnelle, Sarkozy a rappelé sa «bagarre à mort» avec le Front national, exhortant «la majorité silencieuse» à s'exprimer par les urnes. «Moi, je ne veux pas voir, au lendemain des régionales, au sud la petite-fille et au nord la fille. La France, ce n'est pas cela. La République non plus!» s'est-il enflammé. Sarkozy pense que la présidentielle se jouera dans la capacité à séduire, dès le premier tour, l'électorat de droite et d'extrême droite qui l'a mené à la victoire en 2007. Dans le dernier sondage Ifop de juillet 2015, Marine Le Pen est donnée à 27%, quatre points devant Nicolas Sarkozy.

Le jeu politique peut donc s'ouvrir après ces régionales. Comme l'explique le politologue Pascal Perrineau, chercheur à Sciences Po, «les fractures sont profondes», et peuvent se révéler à l'occasion de ces élections, à la fois chez Nicolas Sarkozy, qui peine à convaincre au-delà du noyau dur de son électorat, mais aussi dans le camp de François Hollande.

Une l'abstention alarmante

Enfin le dernier impact, et qui rend le scrutin des régionales important au niveau national, c'est l'abstention attendue, qui pourrait être un nouveau

symbole de cette désaffiliation totale de certains citoyens à la politique: 25,2% en 1986, 34,5% en 1992, 44,9% en 1998, 37,88% en 2004 et près de 50% en 2010. Les régionales n'ont jamais intéressé les électeurs mais, cette fois, elles s'inscrivent dans une abstention renforcée depuis plusieurs scrutins: 55% aux départementales de 2011, 50% à celles de 2015, soit près de vingt points de plus en dix ans (33,51% en 2004); 44,59% d'abstention aux législatives de 2012... soit dix points pris en vingt ans. Nous battons sans cesse des records en la matière, ce qui signifie qu'une partie de l'électorat ne se déplace plus. Par choix. Par refus. Par refus de choisir.

Si l'abstention est encore une fois l'une des composantes du scrutin de décembre 2015, alors ce serait un nouveau signal alarmant pour la démocratie et pour le lien que les Français entretiennent avec la politique:

«L'ampleur du rattrapage qu'il doit effectuer est vertigineuse, et reconquérir les couches populaires, sans lesquelles un candidat de gauche ne peut pas espérer gagner, ne sera pas aisé. Sans compter qu'il est rejeté par nombre d'alliés du Parti socialiste: seuls 30% des sympathisants écologistes déclarent être satisfaits du président...»

Alors que l'échéance de 2017 se présente aujourd'hui comme un remake de 2012, avec les mêmes candidats que la dernière fois (Nicolas Sarkozy, François Hollande, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et peut-être François Bayrou), l'échéance des régionales peut donner des indications sur la suite. Si la défaite est vraiment cuisante, et tandis que sur le front du chômage les résultats se font toujours attendre, François Hollande pourrait être définitivement plombé ou même contraint de ne pas se représenter. Si Nicolas Sarkozy triomphe, il serait porté par une vague militante jusqu'aux primaires de 2016. Si Jean-Luc Mélenchon et ses camarades communistes connaissent les mêmes déboires et les mêmes divisions qu'aux départementales, cela pourrait signifier la fin du Front de gauche et enterrer les espoirs présidentiels de celui qui fit près de 11% en 2012. Enfin, si François Bayrou obtient de nombreux élus grâce aux alliances passées à droite, il pourrait voir dans cette stratégie une sortie par le haut, en ayant reconstitué la famille du centre qui s'est éparpillée depuis vingt ans. Rien n'est joué donc.

VI) “La France est un pays de race blanche” : quand Morano instrumentalise le général de Gaulle



Sur le plateau d’ “On est pas couché”, Nadine Morano a fait référence au Général de Gaulle pour asséner que la **“France [était] un pays de race blanche”**. Mais le chef de la France libre a-t-il vraiment prononcé cette phrase ?

Ce samedi sur le plateau d’On n’est pas couché, Nadine Morano a répété à plusieurs reprises que “la France était un pays de race blanche”. Face au scandale provoqué par ses propos, l’ancienne ministre de Nicolas Sarkozy a ajouté qu’elle ne faisait que répéter des propos du général de Gaulle.

<http://dai.ly/x37uzna>

Depuis plus de vingt ans, la citation en question est récupérée par la droite extrême. En 2009, le Front national de la jeunesse l’avait utilisée sur des affiches pour une campagne sur le thème de l’identité nationale. Deux ans plus tôt, Eric Zemmour l’avait également employée sur le plateau d’I-Télé et dans les colonnes du Figaro.

<https://youtu.be/5sZFhEA4WsM>

Une citation rapportée par un ancien ministre

Mais contrairement à ce que pense Nadine Morano, il ne s’agit pas d’une déclaration publique mais d’une citation tirée du livre d’Alain Peyrefitte C’était de Gaulle. La voici en intégralité :

“C’est très bien qu’il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu’elle a une vocation universelle. Mais à condition qu’ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de

religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoires ! Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même s'ils sont très savants. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées !”

Cette citation a été rapportée par Alain Peyrefitte, dans ses mémoires publiées en 1994. Soit plus de 24 ans après la mort du général de Gaulle. Dans ses carnets, l'ancien ministre raconte que De Gaulle aurait prononcé cette phrase le 5 mars 1959, en pleine guerre d'Algérie.

“Cette phrase n'engage pas le Général de Gaulle”

Pour l'historien Jean-Paul Bled, ancien président des Cercles universitaires d'études et de recherches gauliennes, directeur de la revue Études gauliennes, cette phrase ne peut pas engager le Général de Gaulle :

“Le Général de Gaulle considérait qu'il n'y a que l'écrit qui pouvait engager sa personne. Or cette phrase a été prononcée à l'emporte-pièce dans une conversation privée mais il n'y a aucune trace écrite dans ses mémoires ou ses discours. Le Général de Gaulle ne peut donc en être comptable”, conclut l'historien.



par David Doucet - lesinrocks.com

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue